

**3 ÉDITORIAL****4 BRÈVES**

sur le nucléaire et le changement climatique

**5 COUP DE PROJECTEUR**

En France, la difficile mue du sac plastique  
LRD

**6 RENCONTRE**

SUREN ERKMAN  
L'écologie industrielle ramène  
l'économie sur Terre

**11 DOSSIER**

VIVE LA BIODIVERSITÉ AGRICOLE !

**61 BRÈVES GÉNÉRALES****62 ENQUÊTE**

Le charbon mine la campagne  
écologique de Kerry dans la course  
à la Maison-Blanche  
LRD

**64 CORRESPONDANCE****65 INITIATIVE**

Les lettres de noblesse du recyclage  
sont à lire à Swiss art recycling  
LRD

**66 IMAGINAIRE**

Le retour de Boabdil  
Texte : GILBERT SINOÛÉ  
Illustration : CHRISTOPHE BERTHOUD

**68 AGENDA****69 LIVRES****70 POINT DE VUE**

Le Plan climat s'en remet  
aux bonnes volontés  
SYLVAIN GODINOT

**Une publication de CERIN Sàrl**

Rue de Lausanne 91, 1700 Fribourg, Suisse  
Tél : + 41 26 321 37 10, Fax : + 41 26 321 37 12  
www.larevuedurable.com

**Rédacteurs responsables :**

Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz

**Responsable de la rubrique Imaginaire :**

Cornélia Mühlberger de Preux

**Ont participé à ce numéro :** Caroline Bruegger,  
Marie Kolb et Floris Van Lidth de Jude

**Mise en page, photo et maquette**

**de couverture :** Jean-Christophe Froidevaux

**Correction :** Anne Perrenoud

**Illustrations :** Tom Tirabosco

**Abonnements et publicité :** Hélène Gaillard

**Tirage :** 11 500 exemplaires

**Maquette :** Nicolas Peter et Marc Dubois

**Impression :** Atar Roto Presse SA, Genève

**Papier :** 50 % recyclé, blanchi sans chlore

**Avec le soutien de la Banque Franck,**

**Galland & Cie SA et de l'association**

**Les amis de LaRevueDurable**

**ÉDITORIAL** par Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz

# Liberté chérie

Les régimes totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle – fascistes et communistes – et plusieurs décennies de guerre froide ont stimulé la réflexion sur la liberté. L'historien des idées britannique Isaiah Berlin a ainsi aidé à distinguer les notions de libertés « négatives » et « positives ». Un exemple simple illustre leurs différences. Pour pouvoir lire LaRevueDurable, un individu doit jouir de plusieurs libertés positives : la faculté de lire et de s'informer, la disponibilité d'esprit et le temps nécessaires. Il doit aussi pouvoir se procurer la revue. Pour cela – et là est une liberté négative –, il lui faut vivre dans un pays qui ne censure pas sa diffusion. Les régimes totalitaires se caractérisent par la suppression des libertés négatives, c'est-à-dire par l'établissement d'un maximum d'entraves à l'expression des libertés positives.

Or, aujourd'hui, la question se pose : la mondialisation en cours, qui n'accroît pas les libertés positives de millions de gens dans le monde, ne serait-elle pas en plus en train de réduire leurs libertés négatives ? La mondialisation telle qu'orchestrée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les grandes puissances industrielles ou en voie de le devenir ne serait-elle pas libéricide à l'échelle de l'humanité ?

L'évolution de l'agriculture moderne et la façon dont elle traite la biodiversité agricole (voir le dossier, page 11) « nourrit » cette interrogation. Les règles de la mondialisation tendent en effet à nier l'expression des libertés positives aussi bien des petites paysannes de l'Andra Pradesh que des agriculteurs et des consommateurs qui, en Europe, ne souhaitent pas cultiver ni manger des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Parce qu'elles souscrivent à une doctrine éminemment contestable qui prône la suprématie systématique de la liberté du commerce sur toutes les autres formes de liberté, la plupart des instances nationales – Etats-Unis en tête – et supranationales – OMC, Union européenne – remettent en cause le droit de maintenir des pratiques, notamment agricoles, pourtant selon toute vraisemblance essentielles à la survie de l'humanité.

La résistance à cette évolution prend deux formes. L'une est celle des organisations non gouvernementales à l'échelle globale : c'est le cas de ETC Group et de Grain qui défendent la biodiversité agricole. L'autre est celle des instances locales ou régionales officielles. Le nombre croissant de régions du monde qui refusent les cultures d'OGM sur leur territoire en offre un bon exemple.

Au sujet du changement climatique, les initiatives locales ou régionales de réduction des émissions de gaz à effet de serre relèvent de cette même résistance. En France, malgré toutes ses limites, au moins le Plan climat 2004 a-t-il le mérite de soutenir ces initiatives (voir l'article de Sylvain Godinot, page 70), au contraire de George W. Bush qui bloque en partie la volonté d'avancer des Etats les plus progressistes en la matière aux Etats-Unis (voir l'article de LRD, page 62). Des régions se mobilisent aussi pour réorganiser de façon plus « élégante » leur système industriel. C'est le cas du canton de Genève (voir l'interview de Suren Erkan, page 6).

« L'Etat ne peut pas tout », soulignait le premier ministre français Lionel Jospin un jour de lassitude. Sans doute ! Mais au moins peut-on attendre de lui qu'il ne nuise pas aux initiatives volontaristes issues de la base, expressions des libertés humaines fondamentales.

*Ce numéro a reçu le soutien financier de la Fondation pour une Terre humaine et de l'Office fédéral du développement territorial, que nous remercions très vivement.*